

PROJET DE LOI

adopté

le 21 juin 1990

N° 136

**S É N A T**

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1989-1990

---

---

## PROJET DE LOI

MODIFIÉ PAR LE SÉNAT EN DEUXIÈME LECTURE

*relatif aux conditions de fixation des **prix des prestations** fournies  
par certains établissements assurant l'**hébergement des personnes âgées**.*

*Le Sénat a modifié, en deuxième lecture, le projet de loi, adopté avec  
modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, dont la  
teneur suit :*

---

Voir les numéros :

Assemblée nationale : (9<sup>e</sup> législ.) 1<sup>re</sup> lecture : 983, 1226 et T.A. 270.  
2<sup>e</sup> lecture : 1365, 1421 et T.A. 315.

Sénat : 1<sup>re</sup> lecture : 248, 283 et T.A. 106 (1989-1990).  
2<sup>e</sup> lecture : 374 et 402 (1989-1990).

Article premier.

..... Conforme .....

Art. 2.

Le contrat est à durée indéterminée ; il précise les conditions et les modalités de sa résiliation. Il comporte en annexe un document contractuel décrivant l'ensemble des prestations qui sont offertes par l'établissement et indiquant le prix de chacune d'elles, fixé conformément au premier alinéa de l'article 3. Le document est complété en cas de création d'une nouvelle prestation.

Ce document détermine aussi les conditions de facturation de chaque prestation en cas d'absence ou d'hospitalisation du souscripteur.

Le contrat précise les prestations dont le souscripteur a déclaré vouloir bénéficier. Un avenant au contrat est établi lorsque, pendant la durée du contrat, le résident demande le bénéfice d'une prestation supplémentaire ou renonce à une prestation. Lorsqu'un préposé de l'établissement est désigné comme gérant de la tutelle, il ne peut en aucun cas être habilité à signer un avenant au contrat.

Lorsque, préalablement à l'entrée dans l'établissement, la personne âgée ou son représentant légal a déclaré vouloir conclure un contrat pour un hébergement d'une durée limitée, inférieure à six mois, le contrat est alors à durée déterminée. Il contient les mêmes éléments que ceux définis aux alinéas précédents. Lorsqu'une personne est hébergée, sur la base d'un contrat à durée déterminée, au-delà d'une période de six mois consécutifs, le contrat est transformé de plein droit en contrat à durée indéterminée et soumis aux dispositions de la présente loi.

Art. 3.

Les prix des prestations sont librement fixés lors de la signature du contrat ou au moment de la création d'une prestation nouvelle. Au cours du dernier trimestre de chaque année et en tout état de cause avant le 1<sup>er</sup> novembre, le gestionnaire de l'établissement doit faire connaître au représentant de l'État dans le département les prix des prestations prévus pour l'exercice suivant, s'il envisage de les modifier. Si ces prix font apparaître des hausses excessives par rapport à ceux pratiqués pour l'exercice en cours, le représentant de l'État dans le département est habilité à fixer un taux d'augmentation maximal des prix des prestations pour l'exercice suivant, en tenant compte éventuellement d'une augmentation importante résultant de l'amélioration des prestations existantes

ou de la modification des conditions de gestion ou d'exploitation de l'établissement. Si le représentant de l'État dans le département entend exercer cette faculté, l'arrêté fixant le taux d'augmentation maximal doit être pris avant le 31 décembre ; à défaut, la proposition de l'établissement est applicable.

Lorsqu'une des prestations offertes est choisie par un résident postérieurement à la signature du contrat ou à la création de cette prestation, son prix est celui qui figure dans le document contractuel mentionné à l'article 2, majoré, le cas échéant, dans la limite des pourcentages de variation autorisés depuis la date de signature du contrat ou de la création de la prestation si celle-ci est postérieure.

Au cas où l'établissement viendrait à être agréé au titre de l'aide sociale, avec ou sans section de cure médicale, les procédures de droit commun fixées par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État s'appliquent.

Art. 4.

..... Supprimé .....

Art. 5.

Dans un délai de trois mois à compter de la date de publication de la présente loi, un contrat est proposé à chaque personne — ou à son représentant légal — qui, à cette même date, est hébergée dans un des établissements visés à l'article premier de la présente loi.

Le prix de chaque prestation pratiqué à la date de publication de la présente loi est mentionné dans le document annexé au contrat.

Le prix de chacune des prestations dont la personne hébergée bénéficie à la date de publication de la présente loi reste applicable sous réserve des variations résultant de l'application de l'article 3.

.....

Art. 7.

L'article 165 du code de la famille et de l'aide sociale est ainsi rédigé :

« Art. 165. — Le service d'aide sociale aux personnes âgées peut participer aux frais de séjour d'une personne âgée dans un établissement d'hébergement avec lequel il n'a pas été passé de convention lorsque

l'intéressé y a séjourné à titre payant pendant une durée de cinq ans et lorsque ses ressources ne lui permettent plus d'assurer son entretien.

« Le service d'aide sociale ne peut pas, dans cette hypothèse, assumer une charge supérieure à celle qu'aurait occasionnée le placement de la personne âgée dans un établissement public délivrant des prestations analogues. Les modalités et le plafond de la prise en charge sont définis par le règlement départemental d'aide sociale. »

*Délibéré, en séance publique, à Paris, le 21 juin 1990.*

*Le Président,*

*Signé : ALAIN POHER.*